



L'Eurodistrict s'engage pour le siège du Parlement européen à Strasbourg

Le Conseil de l'Eurodistrict a voté une résolution pour le maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg et adopte le budget prévisionnel 2019.

Kehl, le 28 mars 2019 – A la suite des récents propos d'Annegret Kramp-Karrenbauer de supprimer des anachronismes existants et de concentrer le Parlement européen à Bruxelles, le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a de nouveau souhaité réaffirmer son soutien du siège à Strasbourg.

Dans une résolution votée à l'unanimité, les membres du Conseil affirment que « *le choix du siège à Strasbourg, ville symbole de la réconciliation franco-allemande et de la paix entre les peuples européens, ne témoigne alors point d'un anachronisme mais d'un rappel aux valeurs fondatrices même de l'Union européenne* ». Après que le Conseil de l'Eurodistrict avait déjà prononcé son soutien au siège strasbourgeois en 2012, son Président et Maire de Strasbourg, Roland Ries, déclarait : « *D'après les traités, le siège du Parlement européen est incontestablement à Strasbourg. Au vu du contexte du traité d'Aix-la-Chapelle, renforçant le socle européen que demeure le couple franco-allemand, en nous appuyant sur les territoires transfrontaliers et plus particulièrement les Eurodistricts, nous pensons qu'un renouvellement de cet engagement est nécessaire afin de souligner la symbolique et l'histoire de Strasbourg et défendre, à quelques semaines des élections européennes, une Europe de proximité, une Europe des citoyens.* » C'est pour quoi il s'agit de maintenir le siège strasbourgeois. Dans l'éventualité de la concentration du siège du Parlement européen en un et unique lieu, les membres du Conseil se sont clairement prononcés pour l'établissement de celui-ci à Strasbourg, capitale européenne.

Au-delà de cela ont été validés le budget annuel 2018 et le budget prévisionnel pour l'année 2019.

Concernant le fonds réfugiés 2019, un appel à projet doté de 50 000 € pour la subvention de projets d'intégration pour des enfants réfugiés sur le territoire de l'Eurodistrict, le Conseil de l'Eurodistrict a validé au total 31 propositions de projet, dont 16 français et 15 allemands. Comme base d'une intégration réussie, une majeure partie des projets misent sur les thématiques de transmissions culturelles, linguistiques ou la découverte de la nature.

De plus, le Conseil s'est exprimé en faveur de la prolongation du projet INTERREG « Société Civile » jusqu'à fin 2021. Initialement, le projet des quatre Eurodistricts du Rhin Supérieur devait s'écouler fin 2019. Il s'agit lors de ce projet, dont l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau est porteur, de promouvoir l'animation de la société civile par l'organisation d'événements grand public (par exemple le Vélo Gourmand) et de forums thématiques (par exemple sur la qualité de l'air). Parallèlement, des porteurs de microprojets sont accompagnés lors de la réalisation de leurs projets.

En outre, a été statué une coopération avec l'IHK Südlicher Oberrhein pour le profiling professionnel de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau et par ce fait un élargissement du dispositif d'orientation professionnelle. Dorénavant, le test ne sera pas juste proposé à des groupes scolaires mais également à des personnes individuelles et pourra être utilisé au-delà du territoire de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau par l'IHK Südlicher Oberrhein.

Enfin, dans le cadre de la réforme institutionnelle de l'Eurodistrict votée en décembre 2018, la réduction des membres du Conseil a été fixé pour entrer en vigueur à partir des élections municipales du Bade-Wurtemberg en mai 2019. Le Conseil de l'Eurodistrict sera donc constitué de 30 représentants, 15 au titre de la partie française et 15 au titre de la partie allemande. Aussi, l'instance décisionnelle délégante doit nommer un suppléant personnel pour chaque représentant, ce qui mènera à un Conseil comptant au total 60 représentants politiques des communes de part et d'autre du Rhin.

Contact presse :

Katrin Neuss

Responsable presse et communication

+49 (0)7851-899 75 15

katrin.neuss@eurodistrict.eu



Résolution

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau réaffirme son attachement au siège du Parlement européen à Strasbourg

Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
dans sa séance du 28 mars 2019

Les crises et enjeux auxquels l'Europe est confrontée de nos jours exigent d'agir de façon coordonnée, rapide et structurée. Face à la montée du populisme et à une tendance croissante de repli sur soi, il importe plus que jamais de créer, au-delà des tendances centralisées et bureaucratiques, une Europe proche des peuples et à l'écoute de ses citoyens européens.

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, territoire transfrontalier et laboratoire de l'intégration européenne, est l'exemple d'une telle Europe orientée vers ses citoyens à l'échelle locale. Les élus et les habitants de l'Eurodistrict, français et allemands, se sentent Européens. Ils sont conscients des avantages apportés par l'Union européenne et par le rayonnement du Parlement européen à Strasbourg.

Les initiatives récentes visent à remettre en cause ce siège du Parlement européen à Strasbourg, telle que l'a exprimé la présidente de la CDU Annegret Kramp-Karrenbauer en déclarant vouloir « *prendre des décisions trop longtemps différées et abolir les anachronismes [ce qui] vaut notamment pour le regroupement du Parlement européen en son siège à Bruxelles et pour l'imposition des revenus des fonctionnaires de l'UE.* ».

Or, ces propos vont à l'encontre d'une conception démocratique et régionale de la construction européenne, proche des peuples et des citoyens européens, dont l'importance vient d'être soulignée par le Traité d'Aix-la-Chapelle, alors même qu'il est nécessaire de renforcer le lien entre ces derniers et les institutions de l'Union. Ils ignorent que, de par son histoire, son interculturelité vécue au quotidien, son statut de capitale des Droits de l'Homme en Europe et l'ensemble des institutions européennes qu'elle accueille, Strasbourg est par excellence le symbole de l'Europe citoyenne et démocratique que nous défendons tous à juste titre.

Le choix du siège à Strasbourg, ville symbole de la réconciliation franco-allemande et de la paix entre les peuples européens, ne témoigne alors point d'un anachronisme mais d'un rappel aux valeurs fondatrices même de l'Union européenne.

C'est pourquoi les membres français et allemands, élus du Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, s'adressent une nouvelle fois aux députés européens et aux gouvernements français et allemands, afin de réaffirmer leur soutien et leur attachement au siège du Parlement européen à Strasbourg.

Ils appellent également les futurs membres de la toute nouvelle assemblée parlementaire franco-allemande à prendre une première résolution commune en ce sens.

Et s'il doit y avoir une concentration sur un siège, ils se prononcent pour un regroupement du Parlement européen à Strasbourg, capitale de l'Europe.

Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

Roland RIES
Président de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau
et Maire de la Ville de Strasbourg



Eurodistrikt für Parlamentssitz in Straßburg

Eurodistriktrat verabschiedet Resolution zur Erhaltung des Sitzes des Europäischen Parlaments in Straßburg und beschließt den Haushaltsplan 2019

Kehl, 28. März 2019 – Angesichts der jüngsten Äußerungen von Annegret Kramp-Karrenbauer, bestehende Anachronismen abzuschaffen und das Europäische Parlament auf den Standort Brüssel zu konzentrieren, sah sich der Rat des Eurodistrikts in seiner Sitzung am 28. März 2019 dazu verpflichtet, erneut seine Unterstützung für den Sitz in Straßburg auszusprechen.

In einer einstimmig verabschiedeten Resolution betonten die Ratsmitglieder, dass *„die Wahl des Sitzes in Straßburg, symbolische Stadt der deutsch-französischen Aussöhnung und des Friedens zwischen den Völkern, nicht [etwa] von Anachronismen, sondern von einer Rückbesinnung auf die Grundwerte der Europäischen Union“* zeuge. Nachdem der Eurodistriktrat bereits 2012 seine Unterstützung für den Straßburger Sitz ausgesprochen hatte, erklärte sein Präsident und Straßburger Oberbürgermeister Roland Ries nun in der Sitzung: *„Gemäß den Verträgen befindet sich der Sitz des Europäischen Parlaments zweifellos in Straßburg. In Anbetracht des Aachener Vertrags, der das europäische Fundament stärkt, das das deutsch-französische Paar nach wie vor bildet, und der die grenzüberschreitenden Gebiete, insbesondere die Eurodistrikte, hervorhebt, sind wir der Ansicht, dass eine Erneuerung dieses Engagements notwendig ist, um die Symbolik und die Geschichte Straßburgs hervorzuheben und um nur wenige Wochen vor den Europawahlen ein Europa der Nähe und ein Europa der Bürger zu verteidigen.“* Daher gilt es den Straßburger Standort zu erhalten. Für den Fall einer Konzentration des Europäischen Parlaments auf einen Sitz, sprachen sich die Ratsmitglieder deutlich dafür aus, diesen in der Europahauptstadt Straßburg zu errichten.

Darüber hinaus wurde in der Sitzung das Jahresbudget 2018 validiert und der Haushaltsplan für das Jahr 2019 beschlossen.

Für den Flüchtlingsfonds 2019, ein mit 50.000 € dotierter Projektauftrag zur Förderung von Integrationsprojekten für Flüchtlingskinder auf dem Gebiet des Eurodistrikts, validierte der Eurodistriktrat insgesamt 31 Projektanträge, davon 15 deutsche und 16 französische. Der Großteil der Projekte setzt dabei auf die Bereiche Kulturvermittlung, Sprachmittlung und Naturentdeckung als Basis für eine gelingende Integration.

Ebenso sprach sich der Rat für eine Verlängerung des INTERREG-Projekts „Zivilgesellschaft“ bis Ende 2021 aus. Ursprünglich sollte das Projekt der vier Eurodistrikte am Oberrhein Ende 2019 auslaufen. Unter der Trägerschaft des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau dient es mittels Organisation öffentlicher Großveranstaltungen (z.B. Vélo Gourmand) und thematischer Foren (z.B. Luftreinhaltung) der Animation der Zivilgesellschaften. Zugleich werden Akteure bei der Realisierung von INTERREG-Kleinprojekten begleitet.

Zudem wurde für das Berufsprofiling des Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau eine Kooperation mit der IHK Südlicher Oberrhein und damit eine Ausweitung des grenzüberschreitenden Orientierungsangebot beschlossen. So kann der Test künftig nicht nur im Klassenverbund, sondern auch Einzelpersonen angeboten und von der IHK Südlicher Oberrhein auch über das Gebiet des Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau hinaus genutzt werden.

Außerdem wurde die Reduzierung der Gremienmitglieder, die im Rahmen der institutionellen Reform des Eurodistrikts im Dezember 2018 beschlossen wurde, für nach den Kommunalwahlen in Baden-Württemberg im Mai 2019 festgelegt. Der Rat des Eurodistrikts wird sich dann aus 30 Vertretern zusammensetzen, je 15 von französischer und von deutscher Seite. Für jeden Vertreter soll das entsendende Gremium zudem einen persönlichen Stellvertreter wählen, wodurch der Eurodistriktrat insgesamt 60 politische Abgeordnete aus den Kommunen beiderseits des Rheins zählen wird.

Pressekontakt:

Katrin Neuss

Referentin für Presse- und Öffentlichkeitsarbeit

+49 (0)7851-899 75 15

katrin.neuss@eurodistrict.eu



Resolution zur Erhaltung des Sitzes des Europäischen Parlaments in Straßburg

Rat des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau
in seiner Sitzung vom 28. März 2018

Die Herausforderungen und Krisen, mit denen Europa unserer Tage konfrontiert ist, erfordern ein einheitliches, zügiges und strukturiertes Handeln. Angesichts eines wiederaufflammenden Populismus gilt es zudem mehr denn je über die zentralistischen und bürokratischen Tendenzen hinaus für ein bürgernahes Europa einzustehen.

Der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau, ein grenzüberschreitendes Gebiet und „Labor“ der europäischen Integration, verkörpert auf lokaler Ebene solch ein in den Alltag eingebundenes, bürgernahes Europa. Die politischen Vertreter und Einwohner des Eurodistrikts, Deutsche wie Franzosen, fühlen sich als Europäer. Sie sind sich der Vorteile bewusst, die ihnen die Europäische Union und die Strahlkraft des Europäischen Parlaments in Straßburg bringen und schätzen diese.

Aktuelle Initiativen zielen darauf ab, diesen Sitz des Europäischen Parlaments in Straßburg in Frage zu stellen. So erklärte die Vorsitzende der CDU Deutschlands, Annegret Kramp-Karrenbauer, jüngst: *„Gleichzeitig sollten wir auch lange überfällige Entscheidungen treffen und Anachronismen abschaffen. Dazu gehört die Konzentration des Europäischen Parlaments auf den Standort Brüssel und die Besteuerung der Einkommen der EU-Beamten.“*

Die Äußerungen hinsichtlich des Standorts des Europäischen Parlaments stehen der demokratischen Auffassung eines seinen Völkern und Bürgern nahestehenden Europas entgegen, dessen Bedeutung erst zu Jahresbeginn von dem Aachener Vertrag unterstrichen wurde, und wo es wichtiger denn je ist, das Verhältnis zwischen den Bürgern und den Institutionen der Union zu stärken und den Handlungen Letzterer mehr Transparenz und Sichtbarkeit zu verleihen. Solche Äußerungen ignorieren, dass die Stadt Straßburg durch ihre Geschichte, durch die im Alltag gelebte Interkulturalität, durch ihren Status als europäische Hauptstadt der Menschenrechte und durch die Gesamtheit der europäischen Institutionen, die sie beherbergt, das Symbol par excellence eines bürgernahen und demokratischen Europas ist, für das wir uns zu recht alle gemeinsam engagieren.

Die Wahl des Sitzes in Straßburg, symbolische Stadt der deutsch-französischen Aussöhnung und des Friedens zwischen den Völkern, zeugt daher nicht von Anachronismen, sondern von einer Rückbesinnung auf die Grundwerte der Europäischen Union.

Aus diesem Grund wenden sich die deutschen und französischen Mitglieder des Rats des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau erneut an die Europaabgeordneten und die Regierungen

Deutschlands und Frankreichs und bekräftigen noch einmal, von welcher großer Bedeutung der Sitz des Europäischen Parlaments in Straßburg für sie ist.

Zudem ersuchen sie die zukünftigen Vertreter der neuen deutsch-französischen Parlamentarischen Versammlung, eine gemeinsame politische Stellungnahme in diesem Sinne zu verabschieden.

Sollte es eine Konzentration des Europäischen Parlaments auf einen Sitz geben, so sprechen sich die Mitglieder des Eurodistriktes dafür aus, diesen in der Europahauptstadt Straßburg zu errichten.

Der Rat des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau

Roland RIES
Präsident des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau
und Oberbürgermeister der Stadt Straßburg